

## J

**JACQUEAU - BERJONNEAU.**

Voy. *Sociétés*, § 8.

**JAMBOREE.** — Voy. BUDGET, *Exercice 1947* (n° 966 et 1820)

**JARDINS.**

— et champs. — Voy. *Sociétés*, § 2.  
— familiaux. — Voy. *Impôts directs*, § 46.

**JARDINS OUVRIERS.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour augmenter le contingent d'engrais mis à la disposition des jardins ouvriers, présentée au Conseil de la République le 20 février 1947 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 45 (année 1947); rapport le 13 mars par M. Chochoy, n° 123 (année 1947). Adoption le 27 mars 1947. — Résolution n° 33 (année 1947).

§ 2. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues modifiant l'article 11 de la loi du 7 mai 1946 sur les jardins ouvriers, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 août 1947 (renvoyée à la Commission du travail), n° 2229.

§ 3. — Proposition de loi de M. Vée et plusieurs de ses collègues concernant les jardins

ouvriers, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 octobre 1947 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission de l'agriculture, à la Commission de la justice et à la Commission des finances), n° 2574; rapport le 23 mars 1950 par M. Moisan, n° 9585; avis de la Commission de la justice le 13 juillet par M. Minjoz, n° 10613; avis de la Commission de l'agriculture le 20 juillet par M. Gérard Vée, n° 10659; rapport supplémentaire le 10 novembre par M. Moisan, n° 11232; avis supplémentaire de la Commission de la justice le 22 novembre par M. Minjoz, n° 11371; avis de la Commission des finances le 4 mai 1951 par M. Lecourt, n° 13086.

§ 4. — Proposition de loi de M. Gau portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 mars 1948 (renvoyée à la Commission du travail), n° 3717. Adoption en 1<sup>re</sup> délibération le 17 mars 1948 (1<sup>re</sup> séance). — Proposition de loi n° 818.

Transmise au Conseil de la République le 17 mars 1948 (renvoyée à la Commission du travail), n° 237 (année 1948); rapport par M. Menu, n° 247 (année 1948) et Avis n° 61 (année 1948) donné le 18 mars 1948.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 18 mars 1948. — Proposition de loi n° 832.

Loi du 21 mars 1948, publiée au *J. O.* du 25 mars.

§ 5. — Proposition de loi formulée par MM. Dumas et Satonnet tendant à modifier la

loi du 21 mars 1948 relative à la législation sur les jardins ouvriers, présentée au Conseil de la République le 2 juillet 1948, transmise à l'Assemblée Nationale le 2 juillet 1948 (renvoyée à la Commission du travail), n° 4844; rapport collectif le 9 juillet 1949 par M. Moisan n° 7841 (Voy. ci-dessous, § 6).

§ 6. — Proposition de loi de M. Gautier et plusieurs de ses collègues portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946, modifiés par la loi n° 48-482 du 21 mars 1948, portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 novembre 1948 (renvoyée à la Commission du travail), n° 5659; rapport collectif le 9 juillet 1949 par M. Moisan, n° 7841. (Voy. ci-dessus, § 5 et ci-dessous, § 7), Adoption en 1<sup>re</sup> délibération le 23 juillet 1949 (1<sup>re</sup> séance) sous le titre : « Proposition de loi portant prorogation et modification des articles premier et 2 de la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers ». — Proposition de loi n° 1984.

Transmise au Conseil de la République le 25 juillet 1949 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission de la justice), n° 668 (année 1949); rapport par M. Menu n° 711 (année 1949); et avis de la Commission de la justice par M. Jozeau-Marigné, n° 721 (année 1949) et Avis n° 259 (année 1949) donné le 28 juillet 1949.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 28 juillet 1949 (renvoyé à la Commission du travail), n° 8089; rapport par M. Moisan, n° 8120 et Adoption définitive le 30 juillet 1949 (3<sup>e</sup> séance). — Proposition de loi n° 2055.

Loi du 2 août 1949, publiée au J. O. du 6 août.

#### DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[23 juillet 1949] (p. 5091). Sont entendus sur l'urgence : MM. Moisan, *Rapporteur*; Lecourt, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; l'urgence est ordonnée (p. 5092); adoption des articles premier et 2 (p. 5092); modification du titre comme suit : « Proposition de loi portant prorogation et modification des articles premier et 2 de la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 portant prorogation et modification des articles 11 et 21

de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 portant codification et modification de la législation sur les jardins ouvriers » (p. 5092); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5092).

#### DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE

[30 juillet 1949] (p. 5632). Est entendu : M. Moisan, *Rapporteur*; le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 5633). — Art. 2 (p. 5633); amendement présenté par M. Dominjon tendant à supprimer la fin du texte proposé par la Commission (p. 5633); rejet (p. 5633); adoption de l'article 2 (p. 5633); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5633). = Ont pris part à la discussion des articles : MM. Dominjon, Lecourt, *Garde des Sceaux*; Moisan, *Rapporteur*.

§ 7. — Proposition de loi de M. Raymond Laurent et plusieurs de ses collègues portant prorogation et modification des articles premier, 2 et 3 de la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 relative aux jardins ouvriers, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 janvier 1949 (renvoyée à la Commission du travail), n° 6142; rapport collectif le 9 juillet par M. Moisan, n° 7841 (Voy. ci-dessus, § 6).

§ 8. — Proposition de loi de M. Gautier et plusieurs de ses collègues portant prorogation des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946, modifiés par la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 et par la loi n° 49-1100 du 2 août 1949 relatives aux jardins ouvriers, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1950 (renvoyée à la Commission du travail), n° 9762; rapport le 26 juillet par M. Musmeaux; n° 10770. Adoption sans débat en 1<sup>re</sup> délibération le 4 août 1950 (1<sup>re</sup> séance) sous le titre : « Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers ». — Proposition de loi n° 2630.

Transmise au Conseil de la République le 4 août 1950 (renvoyée à la Commission du travail), n° 669 (année 1950); rapport par Mme Devaud, n° 671 (année 1950) et Avis n° 257 (année 1950) donné le 4 août 1950.

Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 4 août 1950 (renvoyé à la Commission du travail), n° 10934; rapport par M. Musmeaux, n° 10935 et Adoption définitive le 4 août 1950 (3<sup>e</sup> séance). — Proposition de loi n° 2674.

Loi du 19 août 1950, publiée au *J. O.* du 20 août.

— Voy. BUDGET 1951 (*Agriculture*) (n° 11035) [9 avril 1951] (p. 2964).

**JAUÈS (Tyrannie du capital dénoncée par).** — Voy. BUDGET, *Exercice 1949* (n° 5754).

**JEAN-BART (Cuirassé).** — Voy. BUDGET, *Exercice 1947* (n° 2092). — *Exercice 1949* (n° 6591, 6894). — *Exercice 1950* (n° 8735).

**JEUMONT (Gare internationale de).**

Voy. *Traités et conventions*, § 38.

## JEUNES.

— agriculteurs (prêts d'installation). — Voy. *Agriculture*, § 240.

— appelés sous les drapeaux. — Voy. *Armée*, §§ 78, 80, 113, 115. — *Impôts (dispositions générales)*, § 70.

— de cinq à vingt ans (ration de pain). — Voy. *Ravitaillement*, § 70.

— congés payés des jeunes travailleurs. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 35.

— délégués des. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 2.

— filles (allocation de chômage aux). — Voy. *Chômage*, § 20.

— foyers d'agriculture. — Voy. *Agriculture*, § 64.

— gens de l'agriculture sous les drapeaux. — Voy. *Allocations militaires*, § 3.

— gens ayant atteint leur majorité politique. — Voy. *Elections*, § 83.

— gens en chômage. — Voy. *Allocations familiales*, § 141.

— gens de la classe 1948 (première fraction). — Voy. *Armée*, § 70.

— gens de la classe 1950. — Voy. *Armée*, §§ 123, 124, 152.

— gens morts pour la France (enfants à charge). — Voy. *Impôts directs*, § 186.

— gens sortant des établissements d'enseignement. — Voy. *Chômage*, § 32.

— gens sous les drapeaux. — Voy. *Armée*, § 151.

— groupes de. — Voy. *Circulation (facilités de)*, § 9.

— ménages. — Voy. *Allocations familiales*, § 12.

— ménages (accession à la condition d'exploitants agricoles). — Voy. *Agriculture*, § 228.

— ménages (logement d'office des). — Voy. *Loyers*, § 1<sup>er</sup>.

— ouvriers faisant le travail d'un adulte. — Voy. *Traitements et salaires*, § 20.

— ouvriers mineurs du fond dispensés du service militaire. — Voy. *Mines*, § 77.

— sans emploi (transport gratuit des). — Voy. *Circulation (facilités de)*, § 32.

— travailleurs. — Voy. *Chantier de jeunesse*, § 1<sup>er</sup>. — *Education physique et sports*, § 5.

— travailleurs à domicile. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 61.

— travailleurs (salaires et primes aux). — Voy. *Traitements et salaires*.

## JEUNESSE.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Croizat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le défilé de la jeunesse, qui doit avoir lieu à Paris le 16 mai, organisé sous l'égide de la C.G.T., présentée à l'Assemblée Nationale le 29 avril 1948 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 4055.

**DÉBAT SUR LA DEMANDE DE DISCUSSION D'URGENCE** [4 mai 1948] (p. 2508). Sont entendus : MM. Yves Péron, Jules Moch, *Ministre de l'Intérieur*; Yves Péron, Jacques Duclos; au scrutin, la demande de discussion d'urgence est rejetée (p. 2510); liste des votants (p. 2539).

§ 2. — formation physique et sportive de la. — Voy. *Education physique*, § 2.

— publications pour la. — Voy. *Presse*, §§ 25, 36.

Voy. aussi : *Rencontre internationale de la jeunesse*, § 1<sup>er</sup>.

— (**Attributions du Ministre de la**). — Voy. BUDGET, *Exercice 1947*, EDUCATION NATIONALE (n° 1180).

**JEUNESSE ET SPORTS.** — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, EDUCATION NATIONALE (n° 2659).

**JEUNESSE RURALE.** — Voy. BUDGET DE RECONSTRUCTION ET D'ÉQUIPEMENT, *Exercice 1947*, AGRICULTURE (n° 545).

## JEUX.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Lecacheux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le régime fiscal de la banque ouverte dite « banque à tout-va », présentée à l'Assemblée Nationale le 4 février 1947 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 440.

§ 2. — « de l'Union française ». — Voy. *Education physique*, § 3.

— (Impôts sur les). — Voy. IMPÔTS INDIRECTS (n° 7778).

## JEUX OLYMPIQUES.

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi portant ouverture de crédit au budget du Ministre de l'Education nationale au titre du chapitre 6093 « Préparation et participation aux jeux olympiques », présenté à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1948 par M. Edouard Depreux, Ministre de l'Education nationale (renvoyé à la Commission des finances), n° 4782 ; rapport le 7 juillet par M. Marcel David, n° 4890. Adoption en 1<sup>re</sup> délibération le 8 juillet 1948 (1<sup>re</sup> séance). — Projet de loi n° 1103.

Transmis au Conseil de la République le 8 juillet 1948 (renvoyé à la Commission des finances), n° 694 (année 1948) ; rapport par M. Reverbori, n° 701 (année 1948) et Avis n° 218 (année 1948) donné le 9 juillet 1948.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 9 juillet 1948. — Projet de loi n° 1119.

Loi du 23 juillet 1948, publiée au *J. O.* du 26 juillet.

**DISCUSSION** [8 juillet 1948] (p. 4449). Est entendu sur la demande de discussion d'urgence : M. Marcel David, *Rapporteur* ; la discussion d'urgence est ordonnée (p. 4449) ; adoption de l'article unique (p. 4449).

§ 2. — Voy. *Education physique et sports*, §§ 6, 7.

## JOINVILLE-LE-PONT.

— centenaire de l'Ecole normale militaire de.  
— Voy. *Education physique et sports*, § 16.

## JOLIOT-CURIE (PROFESSEUR).

Voy. *Pile atomique*, § 1<sup>er</sup>.

— (Révocation de M. —). — Voy. BUDGET 1950, SANTÉ PUBLIQUE (n° 8337).

— (Interrogatoire par des policiers allemands de M. — en zone américaine). — Voy. BUDGET, AFFAIRES ÉTRANGÈRES (n° 11034).

## JOURNAL OFFICIEL.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de MM. René Kuehn, Palewski et René Capitant tendant à inviter le Gouvernement à faire paraître à l'édition lois et décrets du *Journal Officiel* les références des travaux parlementaires préalables à l'adoption de chaque loi, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1951 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 12684 ; rapport le 25 avril par M. René Kuehn, n° 12954. Adoption sans débat le 7 mai 1951 (1<sup>re</sup> séance). — Résolution n° 3084.

§ 2. — séance du 1<sup>er</sup> décembre 1947 au. — Voy. *Assemblée Nationale*, § 14.

## JOURNAUX.

— affranchissement des. — Voy. *P. T. T.*, § 39.

Voy. aussi : *Presse*, §§ 2, 5, 8, 9, 11, 24, 28.

— (Lecture des — dans les arsenaux et les casernes). — Voy. BUDGET, *Exercice 1948* (n° 4059).

— (Prix des numéros de). — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, PRÉSIDENTIE DU CONSEIL (n° 3027).

— (Transport des). — Voy. BUDGET, *Exercice 1948*, PRÉSIDENTIE DU CONSEIL (n° 3027).

**JOURNÉES.**

— chômees imposées aux mineurs. — Voy. *Mines*, § 55.

— de prestations. — Voy. *Impôts directs*, § 91.

**JOURNÉES (FÉRIÉES).**

— du 1<sup>er</sup> mai. — Voy. *Jours fériés*, §§ 1<sup>er</sup>, 4.  
— du 8 mai. — Voy. *Jours fériés*, §§ 2, 5,  
11.

— du 1<sup>er</sup> juin. — Voy. *Jours fériés*, § 3.  
— du 18 juin. — Voy. *Jours fériés*, § 8.  
— du 14 juillet (Payement des salaires pour  
la). — Voy. *Jours fériés et fêtes*, §§ 6, 7.

**JOURS FÉRIÉS ET FÊTÉS.**

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi relatif à la journée du 1<sup>er</sup> mai 1947, présenté à l'Assemblée Nationale le 29 avril 1947 par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail), n° 1190; rapport verbal par M. Daniel Mayer et Adoption en 1<sup>re</sup> délibération le 29 avril 1947 — Projet de loi n° 138.

Transmis au Conseil de la République le 29 avril 1945 (renvoyé à la Commission du travail), n° 217 (année 1947); rapport par M. Caspary, n° 218 (année 1947) et Avis n° 57 (année 1947) donné le 29 avril 1947.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 29 avril 1947. — Projet de loi n° 139.

Loi du 30 avril 1947, publiée au *J. O.* du 1<sup>er</sup> mai.

§ 2. — Proposition de loi de M. Manceau et plusieurs de ses collègues tendant à faire de la journée du 8 mai, date de la capitulation allemande un jour férié au même titre que le 11 novembre, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 juin 1947 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1681; rapport collectif le 21 mars 1951 par M. Dreyfus-Schmidt, n° 12618 (Voy. *ci-dessous*, §§ 9, 11).

**DISCUSSION** [29, 30 avril 1948] (p. 2370, 2432). Sont entendus sur la demande de discussion d'urgence : MM. Pierre Dreyfus-Schmidt, *Rapporteur*; Christian Pineau, *Ministre des*

*Travaux publics et des Transports*; Robert Schuman, *Président du Conseil*; Pierre Dreyfus-Schmidt, *Rapporteur*; Yves Péron, Robert Schuman, *Président du Conseil*; Edgar Faure, Pierre Dreyfus-Schmidt, *Rapporteur*; demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement (p. 2344); au scrutin, le renvoi à la Commission est prononcé (p. 2433); liste des votants (p. 2460).

§ 3. — Proposition de loi formulée par M. Charles Cros et plusieurs de ses collègues tendant à faire de la journée du 1<sup>er</sup> juin un jour férié dit « Fête de l'Union française », présentée au Conseil de la République le 18 juillet 1947, transmise à l'Assemblée Nationale le 18 juillet 1947 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 2078.

§ 4. — Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 47-778 du 30 avril 1947 relative à la journée du 1<sup>er</sup> mai, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 avril 1948 par M. André Marie, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission du travail), n° 3940; rapport verbal par M. Beugniez et Adoption en 1<sup>re</sup> délibération le 27 avril 1948. — Projet de loi n° 878.

Transmis au Conseil de la République le 27 avril 1948 (renvoyé à la Commission du travail), n° 318 (année 1948); rapport par M. Ferrier, n° 327 (année 1948) et Avis n° 94 (année 1948) donné le 29 avril 1948.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 29 avril 1948. — Projet de loi n° 901.

Loi du 29 avril 1948, publiée au *J. O.* du 30 avril.

**DISCUSSION** [27 avril 1948] (p. 2289). Sont entendus dans la discussion générale : MM. Louis Beugniez, *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale*, *Rapporteur*; André Marie, *Garde des Sceaux*; Jacques Duclos; clôture de la discussion générale (p. 2290); adoption de l'article unique (p. 2290).

§ 5. — Proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à commémorer le fait historique du 8 mai 1945, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1948 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 4039 (1).

(1) Retirée par l'auteur le 22 novembre 1949.

§ 6. — Proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le paiement des salaires pour la fête nationale du 14 juillet, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 avril 1948 (renvoyée à la Commission du travail), n° 4062.

§ 7. — Proposition de résolution de Mme Denise Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles afin que la journée fériée du 14 juillet soit payée à tous les travailleurs, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juillet 1949 (renvoyée à la Commission du travail), n° 7831.

**DEBAT SUR LA DEMANDE DE DISCUSSION D'URGENCE** [20 juillet 1949] (p. 4836). Sont entendus : Mme Bastide, M. Musmeaux, *Vice-Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale* ; Mme Bastide, M. Daniel Mayer, *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* ; Mme Bastide, M. Daniel Mayer, *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* ; Mme Bastide ; au scrutin, l'urgence est repoussée (p. 4838) ; liste des votants (p. 4850).

§ 8. — Proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proclamer Journée Nationale le dimanche qui suit la date du 18 juin, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 juillet 1949 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 8129.

§ 9. — Proposition de loi de M. Jean Meunier et plusieurs de ses collègues tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945 dans les mêmes conditions que celui du 11 novembre 1918, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1950 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 11320 ; rapport collectif le 21 mars 1951 par M. Dreyfus-Schmidt, n° 12618 (Voy. *ci-dessus*, § 2).

**DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE GOUVERNEMENT TENDANT A L'AJOURNEMENT DE CETTE DISCUSSION** [18 avril 1951] (p. 3340) ; M. Henri Queuille, *Président du Conseil*, pose la question de confiance (p. 3340). Sont entendus : MM. Queuille, *Président du Conseil* ; Dreyfus-Schmidt, *Rapporteur* ; Péron ; explications de vote sur la question de confiance [25 avril 1951] (p. 3993). Sont entendus : MM. Queuille, *Président du Conseil* ; Touchard, Dreyfus-Schmidt, Theetten ; au

scrutin, la confiance est accordée [26 avril 1951] (p. 4012) ; liste des votants (p. 4024).

§ 10. — Proposition de résolution de M. Hélène tendant à inviter le Gouvernement à décider que la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 soit célébrée le 8 mai de chaque année, présentée au Conseil de la République le 28 novembre 1950 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 788 (année 1950).

§ 11. — Proposition de résolution de M. Theetten et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ériger en « jour de fête nationale » le 8 mai, anniversaire de la capitulation allemande en 1945, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 janvier 1951 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 11925 ; rapport collectif le 21 mars par M. Dreyfus-Schmidt, n° 12618 (Voy. *ci-dessus*, § 2).

§ 12. — Proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à proclamer journée de fête nationale chômée, le 8 mai de chaque année, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 avril 1951 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 12673.

§ 13. — Proposition de loi de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à déclarer jour férié payé la date du 8 mai de chaque année, jour anniversaire de la date de capitulation de l'Allemagne hitlérienne en 1945, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 avril 1951 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 12750.

§ 14. — Proposition de résolution de M. André Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à grouper les jours fériés légaux de la semaine du 30 avril au 5 mai 1951, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1951 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 12856.

§ 15. — Dans les départements d'outre-mer. — Voy. *T.O.M.*, §§ 87, 287.

— (De la Sainte-Barbe). — Voy. MINES (n° 8623).

**JUGE.**

- chargé de suivre la procédure. — Voy. *Code de procédure civile*, § 1<sup>er</sup>.
- des enfants. — Voy. *Algérie*, § 180.
- d'instruction. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 43.
- d'instruction au tribunal civil d'Oran. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 8.

**JUGEMENTS.**

- du Conseil de Prud'hommes. — Voy. *Conseils de Prud'hommes*, § 9.
- déclaratif de décès. — Voy. *Etrangers*, § 9.
- d'expulsion. — Voy. *Loyers*, §§ 25, 26.
- individus décédés ou disparus avant le. — Voy. *Condamnations*, § 2.
- suppression de l'exécution des. — Voy. *Codes de justice militaire*, § 1<sup>er</sup>.

**JUGES DE PAIX.**

- algériens. — Voy. *Algérie*, §§ 145, 147, 188.
- avancement des. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 56.
- du Cameroun. — Voy. *T. O. M.*, § 134.
- compétence des. — Voy. *Algérie*, § 82.
- *Organisation judiciaire*, §§ 54, 55.
- à compétence étendue d'Algérie. — Voy. *Algérie*, § 58.
- nomination des. — Voy. *Entreprises*, § 44. — *Organisation judiciaire*, § 45.
- statuant en matière prud'homale. — Voy. *Conseils de prud'hommes*, § 8.
- suppléants de. — Voy. *Algérie*, § 25. — *Organisation judiciaire*, §§ 56, 64.
- Voy. aussi : *Organisation judiciaire*, §§ 30, 31.

**JURA (Département du).**

- développement du tourisme dans le. — Voy. *Tourisme*, § 7.
- inondations, orages, gelées dans le. — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 342, 392.
- Voy. aussi : *Forêts*, § 13.

**JURÉS.**

- mode de désignation des. — Voy. *Haute Cour de justice*, § 6.

**JURIDICTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME.**

Proposition de résolution de MM. Edgar Faure et de Menthon tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'institution dans le cadre de l'Organisation des Nations-Unies, d'une juridiction internationale des droits de l'homme, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1947 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 2727 (1); rapport le 26 février 1948 par M. Alfred Coste-Floret, n° 3574.

**JURIDICTIONS.**

- en Algérie. — Voy. *Algérie*, § 34.
- éloignement des. — Voy. *Décisions de justice*, § 2.
- d'exception. — Voy. *Code d'instruction criminelle*, § 21. — *Organisation judiciaire*, §§ 17, 18, 37, 38.
- française en Tunisie. — Voy. *Tunisie*, § 2.
- militaires (Compétence des). — Voy. *Crimes et délits*, § 14.
- Voy. aussi : *Fermages*, § 69. — *Organisation judiciaire*, §§ 41, 55.

**JURISCLASSEUR COLONIAL.** — Voy. *BUDGET. Exercice 1947, FRANCE D'OUTRE-MER (n° 1180)*.

**JURY.** — Voy. *Haute Cour de justice*, § 4. — *Indemnités*, § 9. — *Organisation judiciaire*, §§ 7, 22. — *Presse*, § 40.

**JUSTICE.**

- en A.E.F. — Voy. *T.O.M.*, §§ 155, 336.
- budget de la. — Voy. *Crédits (Ministère de la Justice)*, § 1<sup>er</sup>.
- de droit français au Cameroun. — Voy. *T.O.M.*, § 453.
- musulmane en Algérie. — Voy. *Algérie*, §§ 79, 165, 170.
- sociale des travailleurs métropolitains et

(1) Retirée par l'auteur le 22 novembre 1949.

indigènes. — Voy. *Droits civils et politiques*, § 14.

— dans les T.O.M. — Voy. *T.O.M.*, § 337.

### JUSTICE MILITAIRE.

Projet de loi complétant l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2609 du 2 novembre 1945 portant dérogation temporaire aux dispositions de l'article 15 de la loi du 9 mars 1928 concernant le recrutement des officiers de justice militaire, présenté à l'Assemblée Nationale le 23 février 1950 par M. René Pleven, Ministre de la Défense nationale (renvoyé à la Commission de la défense nationale), n° 9306; rapport le 21 novembre par M. Jeanmot, n° 11346. Adoption sans débat en 1<sup>re</sup> délibération le 8 décembre 1950 (1<sup>re</sup> séance). — Projet de loi n° 2742.

Transmis au Conseil de la République le 12 décembre 1950 (renvoyé à la Commission de la défense nationale), n° 820 (année 1950); rapport le 1<sup>er</sup> février 1951 par M. Henri Barré, n° 75 (année 1951). Avis n° 27 (année 1951) donné le 6 février 1951.

Avis conforme du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 6 février 1951 (3<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n° 2872.

Loi du 16 février 1951, publiée au *J. O.* du 17 février.

### JUSTICES DE PAIX.

— à Alger. — Voy. *Algérie*, § 121.

— d'Algérie. — Voy. *Algérie*, § 48.

— caisse de retraite. — Voy. *Algérie*, § 133.

— de Colomb-Béchar. — Voy. *Algérie*, § 130.

— compétence des. — Voy. *Organisation judiciaire*, §§ 39, 44.

— greffes de. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 42.

— organisation des. — Voy. *Organisation judiciaire*, §§ 2, 12, 20, 29, 46.

— réunion des. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 25.

— des stations thermales. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 53.

### JUSTICIABLES.

— d'Alsace-Lorraine (Droits des). — Voy. *Alsace-Lorraine*, § 92.

— représentation des. — Voy. *Alsace-Lorraine*, § 17.